

RCS : AMIENS Code greffe : 8002

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de AMIENS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2005 B 00197 Numéro SIREN : 482 265 451 Nom ou dénomination : RIVERY EXPLOITATION

Ce dépôt a été enregistré le 27/10/2021 sous le numéro de dépôt B2021/008147



GROUPE RIVERY

Centre E. LECLERC
Avenue de la Défense Passive
80136 RIVERY

COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice Clos le 31/03/2021



BBA expertise

Experts-comptables associés

1, allée de la Pépinière
Centre Oasis Dury
Bâtiment 'LE PASSIFLORE'
80000 AMIENS

Tél. 03 60 28 55 66
Fax. 03 60 28 55 96

bba@bbaexpertise.fr

Bilan consolidé

Actif en €	CERTIFIE CONFORME	31/03/2021	31/03/2020
Ecart d'acquisition		6 470 448	6 395 641
Capital souscrit non appelé			
Immobilisations incorporelles		57 960	118 306
Immobilisations corporelles		19 065 422	20 343 110
Immobilisations financières		1 384 703	1 417 269
Participations par mise en équivalence			
Actif immobilisé		20 508 085	21 878 685
Stocks et en-cours		5 516 602	5 115 788
Créances clients et comptes rattachés		719 946	666 153
Actifs d'impôts différés		21 827	241 331
Autres créances		656 310	927 618
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités		1 906 236	1 101 286
Actif circulant		8 820 921	8 052 176
Comptes de régularisation		241 768	292 642
Total Actif		36 041 222	36 619 144

Passif	CERTIFIE CONFORME	31/03/2021	31/03/2020
Capital social ou individuel		37 000	37 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Ecart de réévaluation			
Réserves		7 584 255	6 833 551
Résultat Groupe		2 003 824	1 210 488
Provisions réglementées		44 204	47 786
Titres en autocontrôle			
Capitaux propres - Part du groupe		9 669 283	8 128 825
Intérêts minoritaires		-43 307	-10 504
Autres fonds propres			
Provisions pour risques et charges		1 390 536	1 558 022
Emprunts et dettes financières		15 111 751	18 920 916
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		6 801 645	5 376 380
Dettes fiscales et sociales		2 770 369	2 350 123
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		66 301	69 624
Autres dettes		269 845	222 049
Dettes		25 019 911	26 939 092
Comptes de régularisation		4 799	3 709
Total Passif		36 041 222	36 619 144

Compte de résultat consolidé

En €	31/03/2021	31/03/2020
Ventes de marchandises	88 793 517	90 737 249
Production vendue	4 863 332	5 004 370
Chiffre d'affaires	93 656 849	95 741 619
Production stockée		
Subventions d'exploitation	54 504	4 004
Reprises sur provisions	229 892	112 130
Autres produits	363 277	328 260
Produits d'exploitation	647 673	444 394
Achats et variations de stocks	76 037 460	80 187 655
Autres achats et charges externes	3 951 704	3 720 532
Impôts et taxes	1 038 271	1 027 810
Charges de personnel	8 147 181	7 401 682
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 858 273	1 897 525
Dotations aux provisions pour risques et charges	106 909	46 879
Autres provisions et charges d'exploitation	219 972	226 736
Charges d'exploitation	91 359 770	94 508 819
Résultat d'exploitation	2 944 752	1 677 194
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers	12 874	14 863
Charges financières	191 703	300 075
Résultat financier	-178 829	-285 212
Résultat courant avant impôt	2 765 923	1 391 982
Produits exceptionnels	87 128	213 100
Charges exceptionnelles	97 052	135 332
Résultat exceptionnel	-9 924	77 768
Impôt sur le résultat	733 175	252 780
Résultat des sociétés intégrées	2 022 824	1 216 970
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions		
Résultat d'ensemble consolidé	2 022 824	1 216 970
Résultat groupe	2 003 824	1 210 488
Résultat hors-groupe	19 000	6 482
Résultat par action	542	327
Résultat dilué par action	542	327

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En €	Capital	Réserves	Résultats	Autres	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres N-2	37 000	6 427 983	692 533		7 173 954	-16 438
Correction des A nouveaux		1			1	
Affectation en réserves		115 129	-115 133		-4	
Distributions de dividendes		273 452	-577 400		-303 400	-548
Variation de capital						
Résultat N-1			1 216 970		1 210 488	6 482
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion						
Changement d'intérêts						
Variation de périmètre						
Autres variations						
Capitaux propres N-1	37 000	6 816 565	1 216 970		8 081 039	-10 504
Correction des A nouveaux		-990			-950	-40
Affectation en réserves		283 522	-283 522			
Distributions de dividendes		332 323	-933 448		-600 085	-1 040
Variation de capital		-7 196 894			-7 196 894	
Résultat N			2 022 824		2 003 824	19 000
Variations des écarts de conversion						
Incidence des réévaluations						
Entrée de périmètre						
Sortie de périmètre						
Changement de méthode						
Restructuration fusion		7 287 422			7 337 736	-50 314
Changement d'intérêts					409	-409
Variation de périmètre						
Autres variations						
Capitaux propres N	37 000	7 521 948	2 022 824		9 625 079	-43 307

Tableau de flux de trésorerie consolidé

En €	31/03/2021	31/03/2020
Résultat net consolidé	2 022 824	1 216 970
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions	1 935 515	1 937 148
Variation des impôts différés	77 514	-47 086
Plus-values de cession, nettes d'impôt	14 097	3 645
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	4 049 950	3 110 677
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	1 484 379	1 122 861
Liaison Bilan		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	5 534 329	4 233 538
Acquisition d'immobilisations	-619 241	-1 006 391
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	5 482	62 841
Incidence des variations de périmètres	990	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-612 769	-943 550
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-600 140	-303 400
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-985	-548
Dividendes en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		20 000
Emissions d'emprunts	697 102	1 154 404
Remboursements d'emprunts	-3 015 233	-2 801 663
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-2 919 256	-1 931 208
Incidence des variations de cours des devises		
Variations de trésorerie	2 002 304	1 358 780
Trésorerie d'ouverture	-1 465 987	-2 824 767
Trésorerie de clôture	536 317	-1 465 987

Annexe aux comptes consolidés

Le bilan avant répartition de l'exercice clos au 31/03/2021, dont le total est de 36 041 222 euros et le compte de résultat, présenté sous forme de liste, dégagent un résultat d'ensemble consolidé de 2 022 824 euros.

L'exercice clos le 31/03/2021 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/03/2020 avait une durée de 12 mois.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés. Seules les informations présentant un caractère significatif sont produites.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés tels que définis dans les dispositions du règlement CRC 99-02.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Les biens financés par crédit-bail ont été portés à l'actif du bilan comme s'ils avaient été financés par emprunt. Le règlement du CRC n°99-02 considère comme méthode préférentielle la comptabilisation suivante :

- au bilan, sous forme d'une immobilisation et d'un emprunt correspondant ;
- au compte de résultat, sous forme d'une dotation aux amortissements et d'une charge financière.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks des sociétés RIVERY EXPLOITATION, BAPAUME DISTRIBUTION, et AU JEAN BART, sont évalués au PNR (prix net de toutes ristournes inconditionnelles ou conditionnelles considérées comme maîtrisées, y compris les cgv et les cpv).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

COMPENSATION DES IMPOTS DIFFERES

Conformément au règlement 99-02 du CRC, les actifs et passifs d'impôt différé ont été compensés lorsqu'ils concernaient une même entité fiscale.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraite font l'objet d'une mention dans l'annexe des comptes annuels sociaux. Dans les comptes consolidés ainsi présentés, ces engagements sont comptabilisés (méthode préférentielle).

RIVERY EXPLOITATION

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 65 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : lente,
- Taux d'actualisation retenu : 0%,
- Convention collective n°3305 : commerce à prédominance alimentaire.

BAPAUME DISTRIBUTION

- Condition : départ volontaire,
- Age estimé de la retraite : 65 ans,
- Méthode de calcul : droits accumulés avec projection salariale (progression : 2%),
- Rotation : lente,
- Taux d'actualisation retenu : 2%,
- Convention collective n°3305 : commerce à prédominance alimentaire.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées sont des « provisions ne correspondant pas à l'objet normal d'une provision et comptabilisées en application de dispositions légales ».

Ces provisions n'ont pas un caractère économique bien prononcé et sont dans les comptes individuels une entorse au principe de prééminence de la réalité financière sur l'apparence juridique. Aussi, elles doivent être éliminées dans le cadre du retraitement vers les comptes consolidés.

MODALITES DE CONSOLIDATION

Les trois méthodes utilisées sont l'intégration globale, l'intégration proportionnelle et la mise en équivalence dès lors que le groupe possède un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, la valeur d'entrée des éléments identifiables de son actif et de son passif est évaluée :

- Pour les biens destinés à l'exploitation, à leur valeur d'utilité des actifs et passifs,
- Pour les biens non destinés à l'exploitation, à leur valeur de marché à la date d'acquisition ou, en l'absence de marché, à leur valeur vénale nette des coûts de sortie.

On appelle « écart d'évaluation » la différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable du même élément dans le bilan de l'entreprise contrôlée.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

Informations complémentaires et éléments significatifs de l'exercice

INFORMATION COVID-19

La crise sanitaire liée au covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence constituent un événement majeur. L'entreprise a estimé à la date d'arrêté de ses comptes que cette situation relève d'un fait caractéristique de l'exercice en lien avec la situation existant au 31/03/2021.

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'entreprise constate que cette crise sanitaire n'a pas d'impact significatif en raison de son activité.

FUSION DE LA SOCIETE SORIDIS

Fusion de la société SORIDIS absorbée par la société RIVERY EXPLOITATION avec effet rétroactif au 01/04/2020.

INFORMATION RELATIVE A UN EVENEMENT SURVENU PENDANT L'EXERCICE

Le dimanche 21 Février 2021, un incendie s'est déclaré dans les locaux techniques de RIVERY EXPLOITATION, entraînant la fermeture du magasin du 22 Février au 8 mars 2021.

Par conséquent, l'entreprise a eu recours au chômage partiel pour la totalité des employés du magasin, seul le personnel administratif n'a pas été concerné par cette mesure.

Dans les comptes arrêtés au 31/03/2021, seule la casse des marchandises a été constatée pour un montant de 220 KE.

Composition du groupe

La société mère :

SAS RIVERY EXPLOITATION

Centre commercial E.LECLERC – Avenue de la Défense Passive – 80 130 RIVERY

Activité : Holding exploitante détenant des participations dans les sociétés SCI LA BORNE, SCI MARTINE

Les sociétés filiales :

SCI LA BORNE

AV de la défense passive – 80 130 RIVERY

Activité : Locations immobilières

Détention : 99,80 %

SCI MARTINE

AV de la défense passive – 80 130 RIVERY

Activité : Locations immobilières

Détention : 99.50 %

SAS BAPAUME DISTRIBUTION

AV de la défense passive – 80 130 RIVERY

Activité : Express

Détention : 96 %

SCI BAPAUME

AV de la défense passive – 80 130 RIVERY

Activité : loueur

Détention : 99.90 %

SARL AU JEAN BART

AV de la défense passive – 80 130 RIVERY

Activité : Restauration traditionnelle

Détention : 100 %

SA SORIDIS *(sortie du périmètre - fusion)*

AV de la défense passive – 80 130 RIVERY

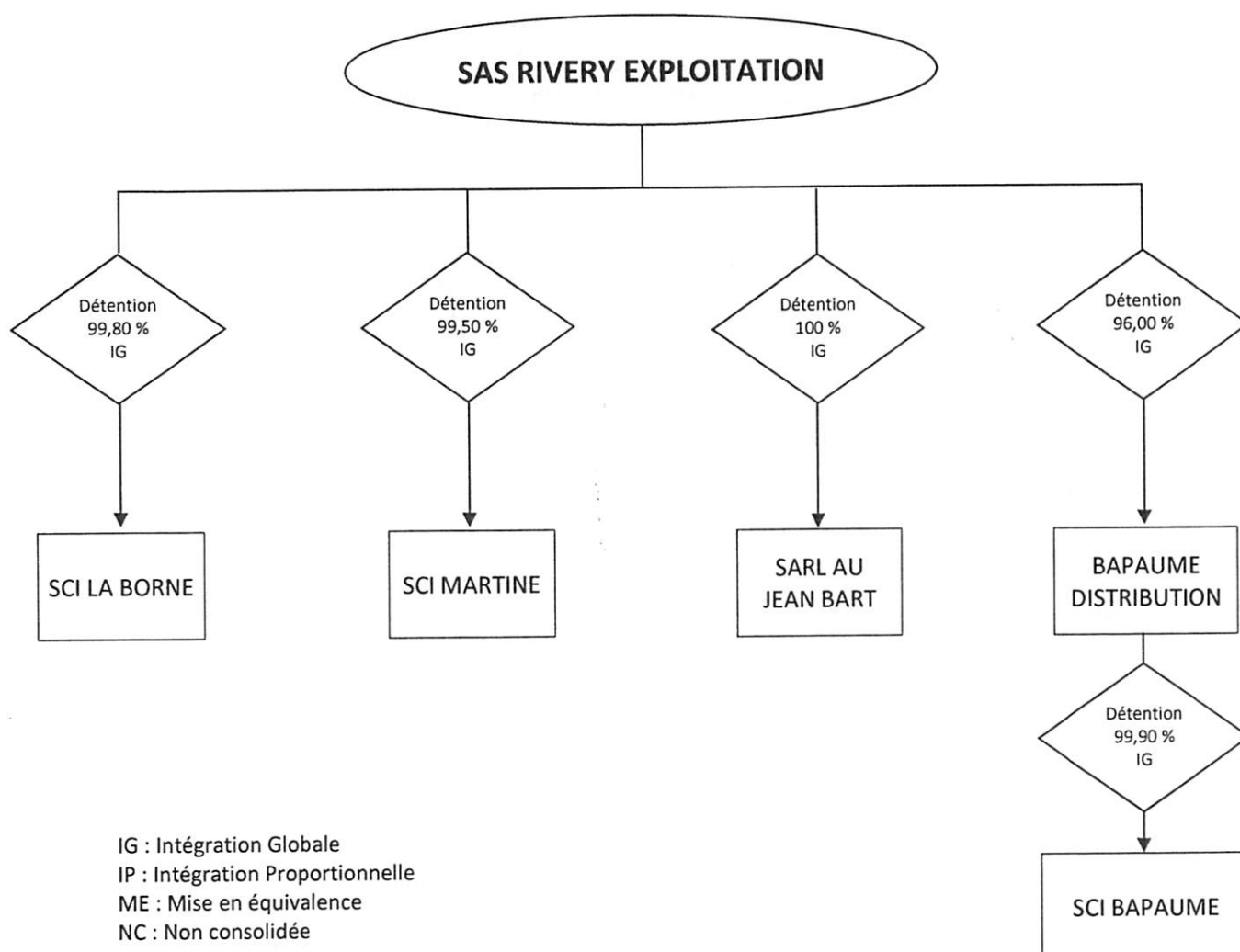
Activité : loueur de fonds

Détention : 0%

Méthode choisie et intérêts financiers

<i>Entreprise détenue</i>	<i>Contrôle groupe</i>	<i>Intérêts groupe</i>	<i>Méthode choisie</i>
LA BORNE	99,80 %	99,80 %	Intégration globale
MARTINE	99,50 %	99,50 %	Intégration globale
RIVERY EXPLOITATION	100,00 %	100,00 %	Intégration globale
BAPAUME DIST	96,00 %	96,00 %	Intégration globale
SCI BAPAUME	99,90 %	95,90 %	Intégration globale
SARL AU JEAN BART	100,00 %	100,00 %	Intégration globale

Organigramme du groupe

Société tête de groupe

Seuils de consolidation

Les seuils suivants sont à apprécier globalement pour l'ensemble des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation :

- Total des bilans de toutes les sociétés à consolider > 24 M €
- Total du CA de toutes les sociétés à consolider > 48 M €
- Nombre moyen de salariés permanents de l'ensemble des sociétés > 250

Chiffres Clés au 31/03/2021

Sociétés du groupe	Total Bilan (en K€)	Chiffre d'affaires (en K€)	Effectifs
- BAPAUME DISTRIBUTION	3 856	28 499	69
- SCI BAPAUME	5 619	633	-
- AU JEAN BART	335	195	5
- LA BORNE	7 909	1 307	-
- MARTINE	100	13	-
- RIVERY EXPLOITATION	24 157	64 954	175
TOTAL	41 976	95 601	249

Les comptes consolidés ont été établis pour la première fois pour les comptes arrêtés au 31/03/2007.

La date de clôture de la société mère RIVERY EXPLOITATION est le 31/03/2021. Il en est de même pour les sociétés BAPAUME DISTRIBUTION et AU JEAN BART.

La date de clôture des SCI BAPAUME, MARTINE et LA BORNE est le 31/12/2020.

Par mesure de simplification et étant donné l'absence d'évènements significatifs sur ces filiales, il n'a pas été réalisé de situation intermédiaire comme le préconise le règlement 99-02.

Information sur la consolidation

ECARTS D'ACQUISITION

SA SORIDIS (fusion RIVERY)

Un écart d'acquisition sur l'achat des titres Soridis par la SAS Rivery Exploitation a été calculé.

La SAS Rivery Exploitation a acquis 99,28 % des titres Soridis le 31/12/2004 pour 7 980 315 euros.

La valeur des capitaux propres au 31/12/2004 était de 1 978 865 euros, dont 240 000 euros de distribution de dividendes.

Une première plus-value latente sur les titres de la SCI Martine a été identifiée pour un montant de 50 515 euros. Cette plus-value représente un écart d'évaluation rattaché au poste « Participations » à l'actif du bilan consolidé.

Une seconde plus-value latente sur fonds de commerce a également été déterminée pour un montant de 6 265 648 euros.

Suite à la transposition de la directive comptable 2013/34/UE du 26 juin 2013 dans le règlement CCRC 99-02 (ANC 2015-07), la plus-value du fonds de commerce a été comptabilisée en écart d'acquisition pour 6 220 535 euros (retraitement fait de la part des minoritaires).

Cet écart d'acquisition, ayant une durée d'utilisation non limitée n'est pas amorti et fait l'objet d'un test de dépréciation à chaque exercice.

Les capitaux propres retraités au 31/12/2004 s'élevaient donc à 8 038 190 euros, d'où une absence d'écart d'acquisition.

L'écart d'évaluation sur fonds de commerce est constaté à partir du bilan de décembre 2004 servant de base à la négociation. Celui-ci conduisant à comptabiliser un écart d'acquisition négatif, il était impératif de s'interroger sur le bien-fondé et la réalité de cette évaluation. Il a donc été décidé de plafonner le montant de l'écart d'évaluation à la constatation d'un écart d'acquisition nul, ce qui semble tendre vers une image la plus fidèle qui soit des comptes consolidés tout en respectant le principe de prudence.

SCI LA BORNE

Un écart d'acquisition sur l'achat des titres LA BORNE par la SAS Rivery Exploitation a été calculé.

La SAS Rivery Exploitation a acquis 100 % des titres LA BORNE le 31/12/2004 pour 3 284 500 euros.

La valeur des capitaux propres au 31/12/2004 était de 161 986 euros.

Une première plus-value latente sur terrain a été identifiée pour un montant de 1 286 632 euros. Cette plus-value représente un écart d'évaluation rattaché au poste « Terrain » à l'actif du bilan consolidé.

Une seconde plus-value latente sur construction a également été déterminée pour un montant de 3 397 139 euros. Cette plus-value a pour sa part été comptabilisée au poste « Construction » à l'actif du bilan consolidé.

Les capitaux propres retraités au 31/12/2004 s'élevaient donc à 3 284 500 euros, d'où une absence d'écart d'acquisition.

S'agissant d'une acquisition récente, il a été considéré que les écarts d'évaluation étaient justifiés par les valeurs de transaction. Il a été décidé de répartir cette valeur au prorata des valeurs nettes des postes d'actifs immobilisés, la partie sur construction étant amortie sur 20 ans.

SCI MARTINE

Un écart d'acquisition sur l'achat des titres MARTINE par la SAS Rivery Exploitation a été calculé.

La SAS Rivery Exploitation a acquis 90 % des titres MARTINE le 31/12/2004 pour 457 380 euros.

La valeur des capitaux propres au 31/12/2004 était de – 8 678 euros.

Une plus-value latente sur terrain a été identifiée pour un montant de 775 317 euros. Cette plus-value représente un écart d'évaluation rattaché au poste « Terrain » à l'actif du bilan consolidé.

Les capitaux propres retraités au 31/12/2004 s'élevaient donc à 508 200 euros, d'où une absence d'écart d'acquisition.

S'agissant d'une acquisition récente, il a été considéré que l'écart d'évaluation était justifié par les valeurs de transaction. Il a été décidé de répartir cette valeur sur le poste terrain.

SARL AU JEAN BART

Un écart d'acquisition sur l'achat des titres AU JEAN BART par la SAS Rivery Exploitation a été calculé.

La SAS Rivery Exploitation a acquis 10 % des titres AU JEAN BART le 29/11/2017 pour 203 540 euros.

La valeur des capitaux propres au 29/11/2017 était de 28 434 euros.

Une plus-value latente sur fonds de commerce a été identifiée pour un montant de 175 106 euros. Cette plus-value a été comptabilisée en écart d'acquisition.

Les capitaux propres retraités au 29/11/2017 s'élevaient donc à 203 540 euros, d'où une absence d'écart d'acquisition.

INDEMNITES DE RETRAITE

Dans les comptes individuels des sociétés RIVERY EXPLOITATION et BAPAUME DISTRIBUTION, les indemnités de retraite ne font pas l'objet d'une comptabilisation mais d'une mention dans l'annexe.

Le règlement 99-02 (§ 300) et l'avis du CNC n°97-06 relatif aux changements comptables considèrent comme méthode préférentielle la constitution d'une provision pour la totalité des engagements de retraite.

L'engagement total étant estimé à 388 397 Euros, une provision est à constater.

Cette provision comptabilisée dans les comptes consolidés se décompose en une dotation annuelle de 10 745 Euros et une provision en à-nouveau de 377 652 Euros.

DIVIDENDES INTRA-GROUPES

La société RIVERY EXPLOITATION a perçu de ses filiales SCI LA BORNE et SCI MARTINE des dividendes d'un montant respectif de 324 350 et 66 832 Euros au titre de la distribution des résultats de l'exercice clos au 31/03/2020.

Ces dividendes sont à éliminer.

TEST DE DEPRECIATION DES FONDS DE COMMERCE

Plusieurs fonds de commerce sont inscrits à l'actif du groupe :

- Un fonds de commerce d'hypermarché est inscrit pour 6 265 648 euros à l'actif des comptes consolidés. Ce fonds de commerce ayant été constitué par la société SORIDIS, il n'est pas inscrit à l'actif de son bilan ;
- Un fonds de commerce de restauration traditionnelle est inscrit pour 175 106 euros à l'actif des comptes consolidés. Ce fonds de commerce ayant été constitué par la société AU JEAN BART, il n'est pas inscrit à l'actif de son bilan ;
- Un fonds de commerce de presse est inscrit pour 28 000 euros à l'actif des comptes de RIVERY EXPLOITATION ;
- Un fonds de commerce de jeux de hasards et paris sportifs est inscrit pour 46 807 euros à l'actif des comptes de AU JEAN BART.

Ces fonds de commerce ne sont pas amortis. L'avis de la CNCC (*bulletin 126 de juin 2002*) précise que « dans les comptes consolidés depuis l'entrée en vigueur du règlement 99-02 du CRC, le fonds de commerce acquis est représentatif d'un bien incorporel identifiable (part de marché) qui doit être amorti si sa valeur s'amointrit du fait du temps ou de l'usage ».

La Commission des études comptables a rappelé que les modalités retenues à savoir amortissement ou non devraient être appliquées de façon homogène entre les comptes annuels et les comptes consolidés. Elle a également rappelé les règles générales applicables à l'évaluation des éléments d'actifs selon lesquelles, lors de l'arrêté des comptes, il doit être procédé à la constitution d'une provision si la valeur actuelle du bien est notablement inférieure à sa valeur comptable. (*Bulletin CNCC n°112 de décembre 1998*)

Les tests de dépréciation pratiqués sur l'ensemble de ces fonds de commerce n'ont pas fait apparaître de perte de valeur. Aucune dépréciation n'est à constater sur cet exercice.

TAUX D'IMPOT

Le taux d'impôt retenu est de 28 %.

LES ECRITURES INTRA-GROUPES

Les principales créances et dettes réciproques ainsi que les principaux produits et charges réciproques ont été éliminés (cf. tableau joint ci-après).

FUSION ET CONSEQUENCE

La fusion de sociétés consolidées doit être considérée comme un « non-événement » : la situation avant fusion doit être maintenue. Les valeurs comptables antérieures sont ainsi conservées. Les actifs et les passifs de l'absorbée sont maintenus dans les comptes consolidés après la fusion, y compris les écarts d'évaluation et d'acquisition.

Conséquence : le mali de fusion est donc annulé.

Opérations et comptes réciproques retraités

Comptes réciproques au 31/03/2021
GRUPE RIVERY

Société	Numéro compte	Libellé	Solde	LA BORNE	MARTINE	RIVERY	BAPAUME DIST	SCI BAPAUME	JEAN BART
LA BORNE	185000	Dépôts de garantie "Sordis" (Rivery)	-309 902	ct		-309 902			
LA BORNE	411100	Clients "Sordis" (Rivery)	48 836	dt		48 836			
LA BORNE	418800	Avances à établir	-79 533	ct		-79 533			
LA BORNE	451001	C/C Rivery	-1 728 415	ct		-1 728 415			
LA BORNE	621400	Personnel détaché	16 607	dt		16 607			
LA BORNE	661500	Int. C/Courants Rivery	9 185	dt		9 185			
LA BORNE	708300	Loyer "Sordis" (Rivery)	-1 137 334	ct		-1 137 334			
LA BORNE	708331	Taxe foncière "Sordis" (Rivery)	-123 544	ct		-123 544			
MARTINE	185100	Dépôts de garantie Rivery	-3 151	ct		-3 151			
MARTINE	455100	C/C Rivery	-78 454	ct		-78 454			
MARTINE	455300	C/C "Sordis" (Rivery)	471	dt		471			
MARTINE	708300	Locations diverses	-12 722	ct		-12 722			
MARTINE	788000	Produits financiers "Sordis" (Rivery)	-33	ct		-33			
RIVERY	185100	Dépôts reçus Jean Bart	6 149	dt					-6 149
RIVERY	257103	Cr. Rati. A des part. SCI Martine	78 454	dt	78 454				
RIVERY	275101	Dépôts versés La Borne	300 902	dt	300 902				
RIVERY	275102	Dépôts versés Martine	3 151	dt	3 151				
RIVERY	401100	Fournisseurs Bapaume	-24 710	ct			-24 710		
RIVERY	401200	Fournisseurs La Borne	-48 836	ct	-48 836				
RIVERY	401200	Fournisseurs Bapaume	-2 180	ct			-2 180		
RIVERY	409820	Fpx. Avance non parvenues	79 533	dt	79 533				
RIVERY	411100	Clients Jean Bart	42 061	dt					42 061
RIVERY	411200	Clients fpx	323 313	dt			323 313		
RIVERY	451001	C/C La Borne	1 728 415	dt	1 728 415				
RIVERY	451003	C/C Bapaume	705 068	dt			705 068		
RIVERY	451004	C/C Jean Bart	184 733	dt					184 733
RIVERY	451007	C/C Martine	-471	ct	-471				
RIVERY	451870	Int. C/C à recevoir	2 933	dt			2 933		
RIVERY	455870	Int. C/C à recevoir	847	dt					847
RIVERY	613210	Loyer SCI La Borne	1 137 334	dt	1 137 334				
RIVERY	613220	Loyer SCI Martine	12 806	dt	12 806				
RIVERY	613231	Taxe foncière La Borne	123 544	dt	123 544				
RIVERY	613231	Taxe foncière Martine	117	dt	117				
RIVERY	661520	Intérêts de comptes courants	33	dt	33				
RIVERY	708330	Location galerie Jean Bart	-20 498	ct					-20 498
RIVERY	708330	Location taxe foncière Jean Bart	-2 193	ct					-2 193
RIVERY	708410	Presta. Admin. Facturées	-16 607	ct	-16 607				
RIVERY	763820	Int. C/Courants	9 185	ct	-9 185				
RIVERY	763820	Int. C/Courants	2 933	ct			-2 933		
RIVERY	763820	Int. C/Courants	-847	ct					-847
BAPAUME DIST	275000	Dépôts versés Bapaume SCI	157 500	dt				157 500	
BAPAUME DIST	401100	Fournisseurs	-300 541	ct		-300 541			
BAPAUME DIST	411200	Fpx. Factures non parvenues	4 098	dt		4 098			
BAPAUME DIST	451000	C/C SCI Bapaume	304 195	dt				304 195	
BAPAUME DIST	451003	C/C Rivery	-646 522	ct		-646 522			
BAPAUME DIST	451005	C/C Rivery IS	-58 546	ct		-58 546			
BAPAUME DIST	451860	Grpe Intérêts courus à payer	-2 933	ct		-2 933			
BAPAUME DIST	451870	Int. C/C à recevoir	1 171	dt				1 171	
BAPAUME DIST	613200	Loyer SCI Bapaume	579 943	dt				579 943	
BAPAUME DIST	613231	Taxe foncière	32 697	dt				32 697	
BAPAUME DIST	614635	Charges de loc. relacturées	17 360	dt				17 360	
BAPAUME DIST	661520	Int. C/Courants	2 933	dt		2 933			
BAPAUME DIST	781700	Revenus de créances part.	-2 009	ct				-2 009	
SCI BAPAUME	185100	Dépôts reçus Bapaume dist	-157 500	ct			-157 500		
SCI BAPAUME	455100	C/C Bapaume dist	-304 195	ct			-304 195		
SCI BAPAUME	455860	Int. C/C à payer	-1 171	ct			-1 171		
SCI BAPAUME	661520	Int. C/Courants	2 009	dt			2 009		
SCI BAPAUME	708380	Loyer Bapaume dist	-630 000	ct			-630 000		
JEAN BART	275100	Dépôts versés	6 149	dt		6 149			
JEAN BART	401100	Fournisseurs Rivery	-46 671	ct		-46 671			
JEAN BART	401200	Fournisseurs fpx Rivery	4 610	dt		4 610			
JEAN BART	451000	C/C IS groupe	-1 407	ct		-1 407			
JEAN BART	451004	C/C Rivery	-183 326	ct		-183 326			
JEAN BART	455860	C/C Rivery	-847	ct		-847			
JEAN BART	613201	Loyers "Sordis" Rivery	20 498	dt		20 498			
JEAN BART	613231	Taxe foncière	2 193	dt		2 193			
JEAN BART	661520	Int. C/Courants	847	dt		847			

	LA BORNE	MARTINE	RIVERY	BAPAUME DIST	SCI BAPAUME	JEAN BART
LA BORNE			-3 295 100			
MARTINE			-93 889			
RIVERY	3 295 100	93 889		1 001 511		197 954
BAPAUME DIST			-1 001 511		1 090 657	
SCI BAPAUME				-1 090 657		
JEAN BART			-197 954			

Ecart d'acquisition positif

Entreprise détenrice	Entreprise détenue	Valeur brute			Amortissement		
		Début	Ajustement	Fin	Début	Dotation	Fin
RIVERY EXPLOITATION	SORIDIS (fusion)	6 220 535	28 000	6 284 535			
RIVERY EXPLOITATION	AU JEAN BART	175 106	46 807	221 913			
		6 395 641	74 807	6 740 448			

Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition	6 395 641	74 807				6 470 448
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	159 084	34 236				193 320
Fonds commercial	74 807		74 807			
Autres immobilisations incorporelles	70 995				1	70 996
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	23 633	7 743				31 376
Immobilisations Incorporelles brutes	328 519	41 979	74 807		1	295 692

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	139 218	27 519				166 737
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	70 995					70 995
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Amortissements et provisions	210 213	27 519				237 732

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition	6 395 641	74 807				6 470 448
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	19 866	6 717				26 583
Fonds commercial	74 807		74 807			
Autres immobilisations incorporelles					1	1
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	23 633	7 743				31 376
Valeurs nettes	118 306	14 460	74 807			57 960

Immobilisations corporelles

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	4 412 293					4 412 293
Constructions	22 459 552	233 390				22 692 942
Installations techniques, matériel, outillage	2 852 277	107 212	78 489			2 881 000
Autres immobilisations corporelles	5 159 168	234 542				5 393 710
Immobilisations en cours	2 450		2 450			
Avances et acomptes						
Valeurs brutes	34 885 740	575 144	80 939			35 379 945

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	36 320	8 401				44 721
Constructions	9 856 290	1 157 451				11 013 741
Installations techniques, matériel, outillage	1 986 921	176 888	58 862			2 104 947
Autres immobilisations corporelles	2 663 099	488 015				3 151 114
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Amortissements et provisions	14 542 630	1 830 755	58 862			16 314 523

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	4 375 973	-8 401				4 367 572
Constructions	12 603 262	-924 061				11 679 201
Installations techniques, matériel, outillage	865 356	-69 676	19 627			776 053
Autres immobilisations corporelles	2 496 069	-253 473				2 242 596
Immobilisations en cours	2 450		2 450			
Avances et acomptes						
Valeurs nettes	20 343 110	-1 255 611	22 077			19 065 422

Immobilisations financières

Valeurs brutes en €	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations	-1					-1
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	1 326 769	8 624	158		-990	1 334 245
Prêts	33 536		33 536			
Autres immobilisations financières	56 965	-6 507				50 458
Créances rattachées à des participations		1				1
Valeurs brutes	1 417 269	2 118	33 694		-990	1 384 703

Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
Créances rattachées à des participations						
Provisions						

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations	-1					-1
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	1 326 769	8 624	158		-990	1 334 245
Prêts	33 536		33 536			
Autres immobilisations financières	56 965	-6 507				50 458
Créances rattachées à des participations		1				1
Valeurs nettes	1 417 269	2 118	33 694		-990	1 384 703

Principales composantes du stock

Valeurs en €	Brutes	Dépréciations	Nettes
Matières premières, approvisionnements	49 522		49 522
En-cours de production de biens			
En-cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis			
Marchandises	5 527 855	60 775	5 467 080
Valeurs brutes	5 577 377	60 775	5 516 602

Provisions

Rubriques	Ouverture	Correction à nouveaux	Dotations	Reprises	Virement	Apports, Fusions, Scissions	Variation de périmètre	Variation du taux de change	Autres mouvements	Clôture
Provisions capital appelé non versé										
AUTRES PROVISIONS REGLEMENTEES										
Provisions pour risques	72 726		87 072							159 798
Provisions pour charges	407 318		10 745	29 666						388 397
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	480 044		97 817	29 666						548 195
Provisions sur frais d'établissement										
Prov. sur frais de recherche et développement										
Prov. sur conss, brevets et droits similaires										
Provisions dépréciation droit au bail										
Provisions dépréciation fond commercial										
Provisions sur autres immo. Incorporelles										
Provisions sur immobilis. incorporelles en cours										
PROV. SUR IMMO INCORPORELLES										
Provisions sur terrains										
Provisions sur terrains en crédit bail										
Provisions sur constructions										
Provisions sur constructions en crédit bail										
Provisions sur immobilis. corporelles en cours										
PROV. SUR IMMO CORPORELLES										
Provisions sur titres de participation										
Prov. pour cess.actifs nets en cours										
Provisions sur titres mis en équivalence										
Provisions sur créances rattachées										
Provisions sur autres titres immobilisés										
Provisions sur prêts										
Provisions sur autres immobilis. financières										
PROV. SUR IMMO FINANCIERES										
Provisions sur stocks matières premières										
Provisions sur en cours de biens										
Provisions sur en cours de services										
Provisions sur stocks produits finis										
Provisions sur stocks marchandises	17 313		60 775	17 313						60 775
PROV. SUR STOCKS ET EN-COURS	17 313		60 775	17 313						60 775
Prov. sur avances et acptes versés sur cmde	1 936		1 979	1 936						1 979
Provisions sur comptes clients	5 943		12 214	5 358						12 799
Provision dépréciation clients douteux										
Provisions sur autres créances			7 113							7 113
Provisions charges constatées avan.										
Prov. sur valeurs mobilières de placement										
Provisions sur actions propres										
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	7 879		21 306	7 294						21 891
TOTAL GENERAL	505 236		179 898	54 273						630 861

Créances par échéance

	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an/-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Créances rattachées à des participations	1			1
Autres titres immobilisés	1 334 245			1 334 245
Prêts				
Autres immobilisations financières	50 458			50 458
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés	720 624	720 624		
Clients douteux	12 121	12 121		
Actif d'impôt différé	21 827	21 827		
Autres créances	665 402	665 402		
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL GENERAL	2 804 678	1 419 974		1 384 704

Dettes par échéance

	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an/-5 ans	plus de 5 ans
		Montant	Montant	Montant
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements	12 985 217	2 156 754	7 124 780	3 703 683
Concours bancaires courants	1 369 919	1 369 919		
Emprunts en crédit-bail	39 712	19 011	20 701	
Intérêts courus sur emprunts				
Emprunts et dettes financières divers	716 903	712 736	4 167	
Avances et acomptes reçus sur commandes en	16 048	16 048		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 785 597	6 785 597		
Dettes fiscales et sociales	2 770 369	2 770 369		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	66 301	66 301		
Autres dettes	269 845	269 845		
TOTAL GENERAL	25 019 911	14 166 580	7 149 648	3 703 683

Impôts différés de l'exercice

<i>Actif d'impôt différé</i>	<i>Montant</i>
<i>Fiscalité différée</i>	-91 479
<i>Engagement retraite</i>	108 752
<i>Suppression frais d'établissement</i>	4 200
<i>Activation du crédit-bail</i>	354
<i>PV sur immobilier</i>	
<i>Amortissement de l'écart d'évaluation</i>	
Total	21 827

<i>Passif d'impôt différé</i>	<i>Montant</i>
<i>Activation du crédit-bail</i>	2 026
<i>Retraitement dérogatoire</i>	86 482
<i>Amortissement de l'écart d'évaluation</i>	770 003
<i>Fiscalité différée</i>	-16 170
<i>Engagement retraite</i>	
Total	842 341

<i>Détail de l'impôt sur le résultat</i>	<i>Montant</i>
<i>Impôts dus sur les bénéfices</i>	655 661
<i>Impôts différés sur les bénéfices</i>	77 514
Total	733 175

Preuve d'impôt consolidée

PREUVE DE L'IMPOT	TOTAL
Résultat consolidé après impôt	2 022 824
Résultat des sociétés mises en équivalence	
Résultat net consolidé après impôt des sociétés intégrées	2 022 824
Impôt exigible comptabilisé	655 661
Impôts sur les plus-values	
Impôts non assis sur le résultat	
Impôt différé comptabilisé	148 046
Impôt différé distribution	
Impôt réel	803 707
Impôt différé changement de taux au résultat (CRC-99-02)	-70 532
Résultat reconstitué avant impôt des sociétés intégrées	2 755 999
IMPOT THEORIQUE GROUPE	771 679
ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE GROUPE ET IMPOT REEL	32 028
JUSTIFICATION DE L'ECART	
Ecart sur base imposées à taux différenciés	-1 219
Produits (minoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	-161 746
Charges (Majoration) d'impôts des autres éléments que l'impôt société	1 219
Justification de l'écart lié au calcul de l'impôt	-161 746
Ecarts permanents (Résultat non imposé hors dividendes internes)	10 805
Ecarts entre Variation bilancielle et Résultat	
Ecarts temporaires	
Déficit exercice non activé	
Utilisation déficit antérieur	
Imposition plus-values antérieures	
Résultat fiscal transféré ou attribué	3 277
Résultat imposé ultérieurement	
Dividendes reçus non imposés ou imposés partiellement	23 247
Résultat sociétés transparente fiscalement	-2 850
Autres bases	76 078
Résultat et corrections intégration fiscale	83 216
Justification de l'écart lié aux bases fiscales	193 773
JUSTIFICATION GLOBALE DE L'ECART ENTRE IMPOT THEORIQUE ET IMPOT REEL	32 027

Effectifs

	Effectif au 31/03/2021	Effectif au 31/03/2020
Cadres	8	8
Agents de maîtrise	18	17
Employés	220	218
Ouvriers		
TOTAL	246	243

Rémunérations des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements financiers

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions et retraites	
Autres engagements donnés	15 806 843
Autres engagements reçus	4 347 334
TOTAL	20 154 177

Dettes garanties par des sûretés réelles

Rubriques	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	9 276 308
Concours bancaires courants	
Emprunts en crédit-bail	
Emprunts et dettes financières divers	
TOTAL	9 276 308

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	88 793 517
Ventes de produits finis	2 989 450
Prestations de services	1 873 882
TOTAL	93 656 849

Répartition par marché géographique	Montant
France	93 656 849
Etranger	
TOTAL	93 656 849

Charges exceptionnelles

Taux de l'Impôt	Nature des charges exceptionnelles	31/03/2021	Impôt correspondant	Impôt correspondant corrigé	31/03/2020
Société :					
28,00 %	Pénalités sur marchés et débits payés sur achats et ventes				
	Pénalités, amendes fiscales et pénales	9 136			205
	Dons, libéralités				
	Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice				
	Subventions accordées				
	Rappel d'impôts (autres qu' IS)				
	Autres charges sur opérations de gestion	48 837	13 674		45 074
	Charges sur exercices ant. (en cours d'exercice)	19 500	5 460		23 568
	Sous-total	77 473	19 134		68 846
	Immobilisations incorporelles				
	Immobilisations corporelles	19 579	5 482		66 486
	Immobilisations financières				
	Autres éléments d'actif				
	Malis provenant de clauses d'indexation				
	Lots				
	Sous-total	19 579	5 482		66 486
	Malis provenant du rachat par l'entreprise d'actions et				
	Charges exceptionnelles diverses				
	Sous-total				
	Dotations aux amortissements exceptionnels				
	Dotations aux provisions réglementées (stock)				
	Dotations aux provisions réglementées				
	Dotations aux provisions pour risques et charges				
	Dotations aux provisions pour dépréciation exceptionnelles				
	Sous-total				
	Autres charges exceptionnelles non détaillées				
	TOTAL	97 052	24 616		135 332

Produits exceptionnels

Nature des produits exceptionnels	31/03/2021	Impôt correspondant	Impôt correspondant corrigé	31/03/2020
Débits et pénalités perçus sur achats et ventes	641	179		
Libéralités perçues				
Rentrées sur créances amorties				
Subventions d'équilibre.				
Dégrèvement d'impôts (autres qu'impôt sur les bénéfices)				
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	40 290	11 281		41 185
Produits sur exercices antérieurs	12 950	3 626		105 394
Sous-total	53 880	15 086		146 579
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				61 203
Autres éléments d'actif corporels				
Autres éléments d'actif incorporels				
Sous-total				61 203
Immobilisations financières				
Titres consolidées				
Sous-total				
Bonis provenant de clauses d'indexation				
Lots				
Bonis provenant du rachat d'actions et d'obligations émises				
Produits exceptionnels divers	3 582	1 003		4 032
Sous-total	3 582	1 003		4 032
Amortissements dérogatoires				
Provision spéciale de réévaluation				
Plus-values réinvesties				
Sous-total				
Reprises sur provisions réglementées (stocks)				1 287
Reprises sur autres provisions réglementées				
Reprises sur provisions pour risques et charges	29 666	8 306		
Reprises sur provisions pour dépréciation				
Sous-total	29 666	8 306		1 287
Autres produits exceptionnels non détaillés				
TOTAL	87 128	24 396		213 100

RIVERY EXPLOITATION

Société par Actions Simplifiée au Capital de 37 000 Euros

Siège Social : Avenue de la Défense Passive
80136 - RIVERY

482 265 451 R.C.S. AMIENS

RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE

PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2021

Chers Associés,

Vous êtes réunis en Assemblée conformément aux dispositions légales et statutaires à l'effet de vous présenter notre rapport de gestion relatif aux comptes consolidés de l'exercice clos le **31 MARS 2021**.

Nous vous rappelons que nous sommes dans l'obligation de tenir des comptes consolidés en application des articles L.233-16 et suivants du Code de Commerce.

I – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont :

Nos filiales :

- La société « **BAPAUME DISTRIBUTION** », Société par Actions Simplifiée au capital de 40.000 €, dont le siège social est à BAPAUME (Pas-de-Calais) – Lieudit « La Fabrique à Sucre ».
- La société « **SCI LA BORNE** », Société Civile au capital de 7.622 €, dont le siège social est à RIVERY (Somme) – Avenue de la Défense Passive.
- La société « **SCI MARTINE** », Société Civile au capital de 3.049 €, dont le siège social est à RIVERY (Somme) – Avenue de la Défense Passive.
- La société « **SCI TILLOY BAPAUME** », Société Civile Immobilière au capital de 10.000 €, dont le siège social est à RIVERY (Somme) – Avenue de la Défense Passive.
- La société « **AU JEAN BART** », Société à Responsabilité Limitée au capital de 1.000 €, RIVERY (Somme) – Avenue de la Défense Passive.

Les sociétés « **BAPAUME DISTRIBUTION** » et « **AU JEAN BART** » ont clôturé leurs comptes au 31 MARS 2021, date de clôture des comptes consolidés, quant aux sociétés « **SCI LA BORNE** », « **SCI MARTINE** », « **SCI TILLOY BAPAUME** », elles ont clôturé leurs comptes au 31 DECEMBRE 2020.

Il est rappelé qu'au cours de l'exercice, la société « **SORIDIS** », filiale, a été absorbée par notre Société avec un effet rétroactif au 1^{er} Mars 2020.

II – RAPPORT DE GESTION DU GROUPE SUR L'EXERCICE CLOS 31 MARS 2021

Au cours de cet exercice consolidé qui s'est déroulé sur une période de douze mois, nous avons réalisé un chiffre d'affaires net de 93.656.849 Euros contre 95.741.619 Euros pour l'exercice précédent, soit une baisse d'environ 2,18 %.

Globalement, l'ensemble des charges d'exploitation du groupe a diminué d'environ 3,33 %.

Par suite, le résultat d'exploitation du groupe se solde par un bénéfice de 2.944.752 contre un même bénéfice pour l'exercice précédent de 1.677.194 Euros.

En ce qui concerne le résultat financier du groupe, l'ensemble des produits s'est élevé à 12.874 Euros contre 14.863 Euros pour l'exercice précédent, et l'ensemble des charges à 191.703 Euros contre 300.075 Euros pour l'exercice précédent, de sorte que, balance faite, ce résultat se solde par une perte de 178.829 Euros.

Par suite, le résultat courant avant impôts du groupe fait ressortir un bénéfice de 2.765.923 Euros contre un même bénéfice de 1.391.982 Euros l'exercice précédent.

Enfin, le résultat exceptionnel du groupe se traduit par une perte de 9.924 Euros constituée :

- de produits exceptionnels pour 87.128 Euros ;
- de charges exceptionnelles pour 97.052 Euros.

Ce même résultat exceptionnel faisait ressortir un bénéfice de 77.768 Euros l'exercice précédent.

Par suite le résultat comptable net du groupe de l'exercice se traduit par un **BENEFICE** de **2.003.824 Euros**.

III – FAITS CARACTERISTIQUES

La crise sanitaire liée au COVID-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-290 du 23 Mars 2020 d'urgence constituent un événement majeur.

Depuis Mars 2020, les sociétés du groupe ont été perturbées dans leur fonctionnement sans toutefois que leur santé financière ne soit mise en danger, ces dernières, en raison de leur nature, ayant pu continuer leur activité, à l'exception de la société « **AU JEAN BART** » exploitant un bar brasserie dans la galerie commerciale ayant connue plusieurs fermetures administratives.

*
* *

Nous allons maintenant vous présenter plus en détail les comptes consolidés de l'exercice puis il vous sera donné lecture du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés.

LE PRESIDENT DE LA SOCIETE

CERTIFIE CONFORME

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and strokes, positioned over the blue text 'CERTIFIE CONFORME'.

RIVERY EXPLOITATION

Société par actions simplifiée

Avenue de la Défense Passive

80136 RIVERY

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2021

VDB et Associés
15, avenue Paul Claudel
80480 DURY

Deloitte & Associés
19, rue Edouard Vaillant
37000 Tours

RIVERY EXPLOITATION

Société par actions simplifiée

Avenue de la Défense Passive

80136 RIVERY

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2021

A l'assemblée générale de la société RIVERY EXPLOITATION

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société RIVERY EXPLOITATION relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} avril 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les actifs incorporels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévue par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le comité directeur.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent,

prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

A Dury et Tours, le 23 septembre 2021

Les commissaires aux comptes

VDB et Associés



Rachid AISSAOUI

Deloitte & Associés



Bernard GROUSSIN